

Convention collective nationale

IDCC : 240. – **PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE**
(14 novembre 1957)

AVENANT DU 14 OCTOBRE 2009
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

NOR : *ASET0951167M*
IDCC : 240

Entre :

Le conseil national des greffiers des tribunaux de commerce,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO ;

La fédération nationale des employés et cadres CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 50 de la convention collective est remplacé par le présent article :

« Tout salarié licencié, sauf pour motif de faute grave ou lourde, recevra, s'il compte au moins 1 année de services effectifs au titre du contrat de travail alors résilié, une indemnité de licenciement indépendante de celle qui pourrait résulter, le cas échéant, des dispositions applicables en matière de délai-congé.

Cette indemnité sera égale, par année de présence, à 1/5 du salaire mensuel moyen majoré de 2/15 par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le salaire servant de référence pour le calcul de cette indemnité sera le salaire mensuel moyen des 12 derniers mois ou des 3 derniers mois suivant la formule la plus avantageuse pour le salarié, étant précisé que dans ce dernier cas, toute prime dont la période de versement serait supérieure au mois serait proratisée. »

Article 2

Entrée en vigueur

Il entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2009 sous réserve de l'absence d'opposition dans les conditions légales applicables.

Article 3

Dépôt

L'avenant est déposé en 1 exemplaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Article 4

Extension

Les signataires demandent l'extension auprès du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Paris, le 14 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)